



Angles d'Attac

Bulletin d'information
en français d'Attac Suisse
Rue des Savoises 15, 1205 Genève
www.suisse.attac.org

Numéro 21 - Juillet 2005

>>> SOMMAIRE >>>

Editorial - p1

Conseil général des peuples - p2-3

Réseau de traduction - p3

Mobilisation anti-AGCS - p.4-5

Notes de lecture - p.6-7

Université d'été - p.8

Agendas - p2+4

Adresses et impressum - p6

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac. Case 4314, 2500 Bienne 4



>>> EDITO >>>

Chères amies, chers amis,

Tout le monde en parlait, le voilà enfin : c'est avec un plaisir non dissimulé que nous vous présentons le premier numéro de l'Angles d'ATTAC suisse, 21ème numéro depuis sa naissance à Lausanne.

Il est écrit sous le signe du commerce, traité sous différents angles à travers, entre autres, l'OMC et l'AGCS, débats qui nous mobilisent fortement cette année. Commerce inéquitable, voire impitoyable pour les plus faibles et négocié dans la plus totale opacité : nous l'avons vu lors de la semaine mondiale d'action sur le commerce en avril dernier. Et nous le montrons continuellement à travers nos campagnes et nos écrits, dont vous retrouvez des comptes-rendus dans ces pages et dans les journaux.

Il est aussi sous le signe de la montée en puissance d'attac suisse, puisque dans cet Angles d'ATTAC, vous trouverez l'annonce de la formalisation du réseau de traduction, outil indispensable pour élargir nos luttes, à la Suisse entière mais aussi à l'Europe et au monde. La participation de chaque mili-

tant-e, de chaque sympathisant-e, à la hauteur de ses moyens et de ses possibilités, est bienvenue. Elle nous permet d'avancer et de construire les alternatives, entre autres par le dialogue.

Nous aurons l'occasion d'avoir de nouveau cette année un moment privilégié d'échanges et de construction d'alternatives lors de **la 2ème Université d'été d'attac suisse**, qui se tiendra aux Rasses (dans le canton de Vaud, au-dessus d'Yverdon), et qui est ouverte au plus large public possible : membres sympathisant-e-s ou curieuses, faites passer le mot ! Elle est placée sous le signe de l'Europe, nouvel espace de lutte, et est intitulée : "Quelle Suisse dans quelle Europe ? Pour une alternative solidaire à la construction libérale de l'Europe". Les inscriptions sont déjà ouvertes auprès d'attac vaud, cp5105 - 1002 Lausanne.

En attendant de vous y rencontrer, nous vous souhaitons bonne lecture...

Le comité de rédaction Angles d'ATTAC



> National >

9 JUILLET :

COORDINATION NATIONALE D'ATTAC SUISSE,
CASA D'ITALIA, BERN, 13H-17H

27 au 29 JUILLET 2005

GENÈVE

Conseil général des peuples

Ce « Conseil général des peuples » comportera un observatoire des négociations, un espace de débats et de discussions publiques, des événements culturels, un lieu de rencontres et un camping. Plusieurs centaines de militants du monde entier ont d'ores et déjà annoncé leur venue. Venez-y nombreux !

> VOIR ARTICLE CI-CONTRE

3 SEPTEMBRE :

COORDINATION NATIONALE D'ATTAC SUISSE,
CASA D'ITALIA, BERN, 13H-17H

Du 15 au 18 septembre 2005 :

2e Université d'été d'attac suisse,
Les Rasses (VD).

Quelle Suisse dans quelle Europe ? Pour une alternative solidaire la construction néolibérale de l'Europe.

> VOIR DERNIÈRE PAGE

19-20 OCTOBRE 2005

GENÈVE

MOBILISATION INTERNATIONALE
CONTRE L'AGENDA OMC

DU 28 AU 30 OCTOBRE :

AUDIENCE NESTLÉ,
BERN.

Une nécessité: faire dérailler l'OMC –

Annoncé en fanfare, l'actuel cycle de négociations commerciales multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dit « Cycle du développement », a subi un sérieux revers en novembre 2003 à Cancun, lors de la conférence ministérielle bisannuelle. Mais cet échec n'a nullement empêché les négociations de reprendre. Ce qui se concocte actuellement à huis-clos au siège de l'OMC à Genève en vue de la prochaine conférence ministérielle de Hong Kong en décembre, est exactement ce qui avait été refusé à Cancun par les mouvements sociaux, et doit être combattu dès maintenant !

Réformer l'OMC ?

La fin des illusions

Avec le fameux « Accord de Juillet » adopté par le Conseil Général de l'OMC à Genève à la fin de l'été 2004, les négociations ont en effet pu reprendre à un rythme soutenu. Or, le cours de ces négociations a dissipé les dernières illusions d'une réforme de l'OMC. Pratiquement toutes les revendications clés des mouvements sociaux ont été bafouées, au bénéfice des intérêts des multinationales qui dictent aujourd'hui l'agenda de l'OMC dans les trois dossiers centraux.

Les négociations concernant l'**Accord général sur le commerce des services** (AGCS) se font de plus en plus ardues. Les dangers liés à cet accord sont connus. Il sert en premier lieu les intérêts des entreprises multinationales des pays industrialisés, qui comptent tirer profit de la libéralisation du secteur des services, et notamment des services publics. Les pressions augmentent surtout en direction des pays en voie de développement, pour qu'ils ouvrent davantage leurs services aux investisseurs privés du Nord.

Dans le domaine de l'**agriculture**, les pays en voie de développement demandent depuis des années maintenant que cesse la pratique de dumping à l'exportation de la part des pays industrialisés, qui inondent les marchés du Sud avec leurs produits bon marché, détruisant ainsi la base de vie de millions de petits producteurs agricoles.

L'accord de juillet prévoit au contraire le maintien, voire l'extension des subventions à l'exportation de l'UE et des Etats-Unis.

Avec les négociations concernant l'**accès au marché des produits non agricoles** (« NAMA »), les multinationales des pays industrialisés visent à abolir toute sorte de législations qui entravent l'exportation de leurs produits industriels dans les pays du Sud. Ces pays sont ainsi privés du seul instrument efficace qui avait permis dans l'histoire le développement industriel des économies du Nord : protéger les secteurs fragiles de l'industrie, jugés vitaux, avant de les ouvrir au marché mondial.

Changement de stratégie de l'OMC

Comment une telle évolution des négociations commerciales a-t-elle été possible après l'échec de Cancun ? Pour relancer l'OMC, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont premièrement choisi de faire des principaux pays du Sud, l'Inde et le Brésil, la partie centrale des négociations. C'est ainsi que s'est formé début avril le groupe informel appelé « Groupe des Cinq Parties Concernées » (ou G5), composé des Etats-Unis, de l'UE, de l'Australie, du Brésil et de l'Inde. Ce n'est que très tardivement que beaucoup de pays en développement ont réalisé qu'ils avaient été "oubliés".

Deuxièmement, les superpuissances commerciales se sont rendu compte que les Conférences ministérielles, le premier mécanisme de prise de décisions de l'OMC, en étaient également le talon d'Achille. Les négociateur-trice-s tentent désormais de résoudre les questions les plus conflictuelles durant les Conseils généraux à Genève - évitant ainsi les feux des projecteurs et la pression populaire. Ainsi, la Conférence ministérielle de Hong Kong pourrait n'être qu'un écran de fumée masquant les réunions qui se tiennent à huis-clos à Genève.

Une nécessité : faire dérailler l'OMC à Genève !

Les possibilités d'obtenir une conclusion au cycle de Doha favorable

Conseil général des peuples à Genève

aux intérêts des pays en développement, des petits paysans, des salariés ou de l'environnement sont donc nulles. L'unique stratégie viable est d'empêcher un accord ministériel qui ne ferait que perpétuer les inégalités du système actuel.

Il faut donc **empêcher l'émergence d'un consensus** dans n'importe quel domaine majeur de négociations, soit avant, soit pendant la conférence de Hong Kong. Cette mise en échec des négociations

est une opération complexe qui devra associer des campagnes de masse à l'échelle nationale à des mobilisations internationales basées à Genève. Pour ce qui est des premières, attac suisse a donné le ton avec l'élargissement de la campagne « hors-AGCS » à toutes les communes de Suisse, visant ainsi à augmenter la pression sur les négociateur-trice-s suisses.

Pour ce qui est de Genève, une large coalition de mouvements sociaux et d'ONG vient de créer l'Al-

liance genevoise des peuples. Celle-ci, coordonnée pour une grande part par attac suisse, prévoit deux fortes mobilisations : un « Conseil général des peuples », pendant le Conseil général de juillet (du 25 au 29) et une importante mobilisation internationale le 16 octobre, avant le Conseil général d'octobre.

Ce « Conseil général des peuples » comportera un observatoire des négociations, un espace de débats et de discussions publiques, des événements culturels, un lieu

de rencontres et un camping. Plusieurs centaines de militants du monde entier ont d'ores et déjà annoncé leur venue. Venez-y nombreux !

Contact pour participer à la préparation des événements :

>> suisse@attac.org.

Informations sur les mobilisations et les événements :

>> www.omc-wto.org

Un réseau de traduction pour attac suisse...

Dans les campagnes et les rencontres d'attac, les langues ont une importance cruciale. En Suisse, cette importance a toujours été évidente au niveau national, et le devient de plus en plus au niveau international. Le besoin de traductions rapides et compétentes dans beaucoup de langues se fait de plus en plus sentir.

Attac suisse a la chance depuis ses débuts d'avoir de nombreux-ses bon-ne-s volontaires prêt-e-s à répondre aux divers appels de traduction et d'interprétariat. Nous tenons tout d'abord à les remercier d'avoir oeuvré pour l'objectif principal d'attac suisse, qui est de transmettre à un large public les informations importantes concernant nos thèmes et nos campagnes.

Actuellement, tout ce qui touche à la traduction et l'interprétariat à l'intérieur d'attac est en pleine expansion : de plus en plus de nouveaux-elles bénévoles veulent offrir leurs services, le volume de matériel à traduire augmente et nos campagnes ont un rayonnement de plus en plus international. En outre, les délais de traduction de textes importants peuvent être assez courts et nous constatons le besoin de créer une équipe de réponse rapide. Par exemple, il n'est plus rare que le PV d'une réunion locale soit utilisé par une organisation soeur dans une autre région linguistique. C'est la réalité réjouissante d'un mouvement citoyen de plus en plus coopératif et interconnecté.

Pour faire face à cette expansion, un comité a été formé à l'intérieur d'attac suisse pour améliorer le fonctionnement de notre réseau de traduction/interprétariat. Nous nous sommes

penchés sur les efforts déjà faits dans le passé pour organiser les besoins multilingues d'attac Europe. Nous avons découvert Coorditrad, lancé en France aux débuts de l'histoire d'attac en 1998/1999, qui en a été le premier réseau de traduction. Il existe toujours et ses membres travaillent pour divers forums et publications comme Le Grain de Sable. Notre comité vise à moyen terme à intégrer le réseau suisse à Coorditrad international, laissant le choix aux volontaires d'y participer ou non. En effet, Coorditrad nous a déjà indiqué leur intérêt à ce que nous ayons un rôle pilote dans leur expansion interrégionale, pour profiter de notre expérience en tant que pays multilingue.

Mais en premier lieu et sans tarder, il s'agit d'agrandir et d'animer le réseau de traduction/interprétariat d'attac suisse. C'est le premier but de cet article dans ce tout premier Angles d'attac national - dont nous tenons d'ailleurs à féliciter et encourager la rédaction, et l'inviter à faire appel à nous pour tout besoin de traduction !

Notre comité met en place une coordination d'offres et de demandes touchant aux besoins de langues. Nous allons mettre à jour la liste de nos traducteur-trices actuel-le-s, et recruter de nouvelles et nouveaux bénévoles. Si vous êtes intéressé-e-s, nous vous invitons à vous inscrire en ligne auprès d'attac suisse ou de votre attac local. Les traducteur-trice-s actuel-le-s peuvent s'y inscrire également pour confirmer leur désir de continuer. Un questionnaire sera disponible dans quelques jours sur chaque site, accessible depuis les pages d'accueil respectives.

Toutes les langues nous sont utiles - le monde est divers, hétérogène, et c'est ainsi que nous le voulons !

Nous accueillons avec plaisir toute contribution à ce réseau, et ce à tous les niveaux. Parfois, le caractère d'un travail exige une qualité élevée de traduction et un certain niveau d'expertise, mais il existe aussi d'autres tâches plus faciles. Nous cherchons également des personnes pour la relecture. De plus, il y a encore de la place dans le comité de coordination ; nous aurions aussi besoin de coordinateur-trice-s pour la distribution des textes à traduire parmi les bénévoles. Dans notre questionnaire en ligne, il y a des cases à cocher pour tous les types de contribution. La gestion se fera de façon automatique par listes courriel triées par langue cible et langue source.

Enfin, vous pouvez dès maintenant nous soumettre des textes à traduire pour attac !

Pour le passage au plan international prévu à moyen terme, les bénévoles peuvent indiquer dans le questionnaire s'ils-elles veulent mettre leur nom à disposition d'attac Europe et également des organisations sœurs, notamment des forums sociaux. Nous sommes très enthousiastes de voir un projet qui reflète l'esprit même d'attac se réaliser, c'est-à-dire la création d'un réseau de traduction - euh, nous voulons dire d'un monde meilleur...

Le comité Coorditrad d'attac Suisse
>> coorditrad@hispeed.ch

>>> AGENDA >>>

> Vaud >

5 juillet, 20h :

Rencontre mensuelle d'attac vaud , Pôle Sud, Lausanne

7 juillet, 20h :

groupe mondialisation et multinationales, Pôle Sud, Lausanne

14 juillet, 19h30 :

Groupe de préparation de l'université d'été, Centre Sanabel, Simplan 10, Lausanne

16 juillet :

Stand à Saint-François, Lausanne

25 juillet, 20h :

Groupe AGCS-Service publics, Pôle Sud, Lausanne

23 août, 20h :

Rencontre mensuelle d'attac vaud, Pôle Sud, Lausanne

25 août, 20h :

groupe mondialisation et multinationales, Pôle Sud, Lausanne

29 août, 20h :

Groupe AGCS-Service publics, Pôle Sud, Lausanne

Du 15 au 18 septembre :

nous accueillons la 2e Université d'été d'attac suisse !

> Valais >

Mercredi 29 juin, 19h

Réunion mensuelle, le Totem, rue de Loèche 23, Sion

> Bienne >

Mardi 12 juillet :

Réunion du groupe de travail AGCS

L'heure et le lieu seront mis sur notre site internet

Lundi 5 septembre, 20h

Café-débat. Le thème et le lieu seront mis sur notre site internet

> Jura >

SAMEDI 2 JUILLET : PIC-NIC

chez André et Isabelle Plomb Gafner. Comité de 16h - 18h, puis pic-nic et festivités. Possibilité de dormir si vous amenez votre tente !

> Genève >

Se renseigner sur internet

Attac Suisse et les collectivités locales

Après plusieurs mois de mobilisation dans différentes sections, attac suisse a élargi la campagne "zone hors-AGCS" à toute la Suisse.

Attac contre l'OMC et l'AGCS

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) est l'un des accords prévu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que la Suisse a ratifiés en 1995. C'est un accord-cadre qui prévoit la libéralisation progressive de la totalité des services de tous les secteurs. Cette libéralisation se fait par des cycles de négociations successifs, complètement opaques puisque inaccessibles au public. Nous avons parlé de l'AGCS et de son fonctionnement dans des numéros précédents et nous en reparlerons dans les prochains.

Attac suisse est engagée depuis de nombreuses années dans une campagne contre l'opacité de ces négociations, mais surtout contre le principe d'une libéralisation de tous les services. Un service public fort et présent dans de nombreux domaines essentiels à notre vie quotidienne est garant d'une société démocratique et égalitaire.

Entre 2001 et 2003, une campagne commune avec de nombreuses autres organisations s'est, entre autres, soldée par un envoi massif de plus de 10'000 cartes postales à M.Couchevin. Ce dernier leur a donné une réponse complètement détournée, rassurante donc déplorée vu l'importance des enjeux.

Suite à cela, l'Assemblée générale d'attac suisse 2004 a décidé de mettre une nouvelle fois au centre de ses préoccupations la question des services publics, alors que simultanément, dans la section vaudoise, se formait un groupe dont l'intérêt a rapidement porté sur l'AGCS et en particulier sur une campagne qui existait déjà dans plusieurs pays : la campagne "zones hors-AGCS". Il a été donc proposé que ce groupe serve de pilote pour cette campagne en Suisse.

Le canton de Vaud hors-AGCS ?

Dès novembre 2004, des contacts ont été pris avec plusieurs communes vaudoises ; l'une d'entre elles en particulier, Romainmôtier-Envy (400 habitant-e-s, dans le nord du canton de Vaud), s'est appropriée le sujet et en a fait l'objet d'un débat fourni et argumenté au Conseil général (organe législatif, rassemblant tou-te-s les habitant-e-s qui le souhaitent). Romainmôtier a donc été la première commune du canton de Vaud à se déclarer "hors-AGCS", à l'unanimité des présent-e-s. En février 2005, les militant-e-s d'attac vaud ont fait un envoi postal à l'ensemble des communes du canton, envoi d'information sur l'AGCS et les négociations à l'OMC. Un communiqué de presse envoyé le lendemain l'a annoncé à la presse, qui a très bien couvert l'évènement. Les retours ne se sont pas fait attendre... Plusieurs communes, plusieurs sections locales ou jeunesses de partis, ont demandé des renseignements. Nous avons circulé à travers le canton pour en parler, et à ce jour près



de 30 communes se sont déclarées "zones hors-AGCS"...

La réaction des partisan-e-s de l'accord ne s'est pas fait attendre, montrant qu'ils et elles sont loin d'être indifférent-e-s à cette campagne. La Chambre vaudoise de commerce et d'industrie, croyant défendre l'intérêt de l'ensemble de ses membres (alors que seulement les très grands et les multinationales profitent de ce genre d'accord...), a imité attac vaud et envoyé un pli à l'ensemble des communes, tandis que le chef négociateur suisse à l'OMC circulait pour faire des conférences "d'information". Qui a dit "imitation = limitation" ?

Nous sommes heureux-ses d'avoir suscité le débat, mais la teneur des arguments employés par la contre-attaque est tellement pauvre que notre satisfaction en est fortement tempérée. Il a en effet été entendu çà et là des arguments tels que "les services publics ne sont pas visés",

arguments auxquels il suffit de citer le premier article de l'accord. Et aussi, que "*l'eau n'est pas un service*" : parlez-en à Eauservice Lausanne !. A ces arguments, attac suisse a répondu dans un 4-pages publié sur l'AGCS en mai 2005.

Et bientôt la Suisse... ??

Suite à cette campagne, démarrée en trombe dans le canton de Vaud, de nombreuses sections en Suisse se sont emparées à leur tour de la question et ont décidé de sensibiliser leurs élu-e-s locaux-ales. Genève tout d'abord : les genevois-e-s ont commencé par découvrir que leur ville s'était déclarée "hors-AGCS" en juin 2003, sans médiatiser la chose. Attac Genève s'est chargée de remédier à cela, en proposant la pose de panneaux "ville hors-AGCS" aux entrées du territoire de la ville de Genève, en particulier devant le siège de l'OMC...

Reprendre ici toutes les initiatives

locales serait fastidieux. Nous le ferons sans doute dans les actualités locales des prochains numéros. Il nous suffit de relever que quasiment l'ensemble des sections d'attac se penchent depuis récemment sur la question.

Au vu de ces succès, la commission "service public" d'attac suisse a décidé de faire formellement de cette campagne une campagne nationale. En particulier, de faire un envoi d'information à toutes les communes de Suisse, avec l'aide de toutes les sections, romandes bien sûr mais aussi alémaniques et tessinoises. Cet envoi s'est fait début juin, de manière décentralisée : à Berne pour la Suisse allemande, à Lausanne pour la Suisse romande et italienne.

L'année 2005 est une année cruciale pour les négociations à l'OMC, pour les services mais aussi pour l'agriculture et les produits industriels (voir l'article dans ce même numéro). La mobilisation va

aller en s'amplifiant, vous pourrez la suivre dans ces colonnes régulièrement.

Pour plus d'informations ou pour suivre l'actualité : télécharger le 4-pages d'attac suisse sur l'AGCS sur www.suisse.attac.org ou www.schweiz.attac.org ou www.svizzera.attac.org. La campagne d'attac en Suisse alémanique contre l'AGCS étant menée de manière unitaire avec des organisations de soutien, le site est www.stopgats.ch.

Tous les documents (lettres envoyées aux élu-e-s, exemple de résolution, 4-pages d'information...) sont accessibles sur internet mais aussi par courrier postal sur demande, à attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne, qui centralise les documents pour cette campagne.



>>> ADRESSES >>>

ATTAC-VAUD

Case Postale 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org

ATTAC-GENÈVE

Rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org

ATTAC-NEUCHÂTEL

c/o Fabienne Girardin, Chapelle 12, 2300 La Chaux-de-Fonds
neuchatel@attac.org

ATTAC-BERN

Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org

ATTAC-ZÜRICH

Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org

ATTAC-JURA

Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org

ATTAC-BASEL

Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org

ATTAC-TICINO

Casella postale 1057, 6501 Bellinzona, ticino@attac.org

ATTAC-FRIBOURG

Case postale 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org

ATTAC-BIENNE

Case postale 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org

ATTAC-VALAIS

Case Postale, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> IMPRESSUM >>>

Édité par Attac Suisse, destiné aux membres et aux abonnés.

ABONNEMENT (POUR LES NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Geneviève Hentsch, Sabrina Scardua, Xavier de Stoppani, Michel Pellaton, Alessandro Pelizzari, Carol Bonvin, Karin Vogt, Florence Proton, Arnaud Janin, Ounsi El Daff

IMPRESSION ET MISE EN PAGE :

Deltagraph Bienne - Tirage 1'800 exemplaires environ

PROCHAINE PARUTION FIN AOUT

Les lectures qui pansent et font penser.

Descriptif : extraits du livre de Jean-Claude Guillebaud, la Refondation du Monde, Editions du Seuil, 1999

Jean-Claude Guillebaud est écrivain, journaliste, éditeur, essayiste. Il a été président de Reporters sans Frontières et a reçu en 1970 le prix Albert Londres. Parmi ses essais, retenons la Trahison des Lumières (1995), la Tyrannie du plaisir (1998), la Refondation du Monde (1999), le Principe d'Humanité (2001) et le Goût de l'Avenir (2003).

Dans ses différents ouvrages, il porte un constat sans complaisance sur les travers de nos sociétés et interpelle le lecteur pour démontrer l'urgence d'engagements à inventer, car l'avenir est notre affaire. Un autre monde est possible dit Guillebaud et cette phrase nous rappelle quelque chose.

Nous vous proposons quelques extraits tirés de la « Refondation du Monde ». Dans cet essai, Guillebaud analyse les dérives d'une époque dominée par le sacro-saint « marché », destructeur de nos héritages et des fondements de la civilisation et il se demande vers quel futur aller après un siècle marqué par les tyrannies, les folies et les ruines. Il refuse cependant le pessimisme et invite à ne pas se résigner à la barbarie douce du temps et de l'espace redessinés par le flux des marchés financiers. Pour lui, entre les risques d'une régression barbare et les chances d'un nouvel âge des Lumières, rien n'est joué.

[...] On ne se risque plus beaucoup, par les temps qui courent, à aborder de front ce qui touche à l'essentiel. Pour un peu, on en ferait une affaire de politesse...C'est à cette prudence que je voudrais contrevenir. C'est aux questions fondatrices que j'aimerais m'intéresser, et sans trop de détour. Mais qu'est-ce à dire ? Dans ce qu'on nous répète aujourd'hui sur tous les tons, dans ce qui sourd du discours quotidien ou se devine derrière ce que l'économiste Jean-Paul Fitoussi appelle « l'idéologie du monde », quelque chose sonne dramatiquement faux. Dans ces célébrations et ces performances quantifiées, dans ces complaisances pour le relativisme, dans cette fétichisation de l'individu désaffilié, une sonorité indéfinissable nous alarme comme un tocsin. Est-ce ainsi, vraiment, que le futur s'annonce ? Faut-il nous résigner à la fin des pensées totalisantes, au règne versatile de la "démocratie d'opinion", aux pesanteurs du tout-marché ou de la techno science, à la raideur du droit substituée aux croyances collectives, à l'évanouissement définitif des utopies et de l'espérance ? Derrière ce bric-à-brac, nous pressentons des formes nouvelles de domination, des inégalités faisant retour, un principe d'humanité qui fait naufrage. Mais ces menaces nous trouvent, cette fois, désarmés. Nous ne savons plus comment y faire face. Nous avons du mal à seulement les analyser. Le sol se dérobe. Rarement, il nous a semblé plus urgent de trouver un peu de terre ferme. " [...]

[...] On a du mal à se convaincre que l'expansion boulimique du mercantilisme dans une société vide, la prévalence des lois du marché, l'apothéose du quantitatif, bref, que tout cela représente une forme parachevée de civilisation. En d'autres termes, on ne parvient pas à assimiler l'avènement du marché mondial et l'atomisation sociale qui lui correspond à je ne sais quel accomplissement des Lumières. Or ces insuffisances qui la minent et ses iniquités qui la durcissent, notre modernité a du mal à les combattre et, plus encore, à les identifier. Sans doute faut-il résister, mais à quoi ? Et comment ? [...]

[...] Le marché croit dur comme fer à une ruse de la raison économique capable de transformer l'intérêt égoïste de chacun en bien pour tous. Il entend asseoir la prospérité de tous sur l'intérêt bien compris de chaque individu. C'est là, nous dit-on, l'alchimie fascinante du libéralisme, une alchimie assez puissante pour convertir le plomb en or et la cupidité en altruisme. [...]

[...] Si elle a fait la preuve d'une efficacité sans pareille pour la production de la richesse et la fixation des prix, la "main invisible", dès lors qu'elle est livrée à elle-même, bute sur une contradiction majeure. Celle-ci : en voulant mettre l'égoïsme de chacun au service de tous, elle en vient à légitimer celui-ci. Mieux encore, elle fait de cet égoïsme une "vertu" économique et, au bout du compte, une vertu tout court. [...] Ainsi la démocratie de marché place-t-elle exactement en son centre cela même qui menace sa survie. [...] A-t-on jamais connu, dans l'Histoire, une civilisation dont le "vice" serait le fondement principal ? [...]

" A aucun moment, jusqu'à aujourd'hui, le marché n'avait régné sans partage sur une société donnée. C'est cette hégémonie qui fait problème, non pas le marché lui-même, comme technique économique. [...] La pure économie libérale n'a existé nulle part. De tout temps, le marché a dû composer avec des logiques contraires, des croyances maintenues, des résistances collectives, un "sacré" fédérateur ou des modèles rivaux. [...]

[...] nous voilà depuis 1989 dans un cas de figure totalement nouveau. Pour la première fois, en effet, le marché est sans vrai rival ni concurrent. Devenue hégémonique par défaut, privée d'ennemi et d'alternative, la rationalité marchande se trouve entraînée par ses propres pesanteurs. De pragmatique elle tend à se faire dogmatique, quitte

à compromettre sa propre efficacité. [...]

[...]Voilà une dizaine d'années que s'accroît cette rigidification d'un credo libéral, désormais ivre de soi-même. Insensiblement elle lui confère le caractère d'une croyance, d'un dogme, voire d'une religion laïque. En dépit des apparences et malgré les protestations de ses défenseurs, le marché acquiert les caractéristiques d'un culte idolâtre [...]

[...] Ayant vaincu sans coup férir le communisme et son « matérialisme scientifique », le libéralisme ainsi dogmatisé en devient l'héritier zélé et, d'une certaine façon, le continuateur. [...] Dans le passé on avait déjà noté entre le capitalisme et son adversaire communiste des parentés troublantes [...]. Aujourd'hui la dogmatisation contre nature du libéralisme renforce cette parenté, jusqu'à la rendre saisissante. A l'instar du marxisme, le libéralisme récuse, par exemple, la prééminence du politique sur l'économique. Tous deux réduisent la politique à un épiphénomène ou à un « populisme », pour ne pas dire rien du tout. Ainsi apparaît en pleine lumière une connivence antidémocratique que la rude rivalité d'hier avait fait perdre de vue. [...] Si les mots ont un sens, le néolibéralisme constitue aujourd'hui un processus d'essence révolutionnaire. Autrement dit, il a dérobé à la gauche la substance même de sa rhétorique et capté à son bénéfice

l'essentiel de la vieille symbolique progressiste. Avec une intrépidité toute neuve, il se présente dorénavant comme le seul véritable artisan du changement et s'emploie du même coup à désigner ses adversaires comme des conservateurs archaïsants. Et cela quand bien même il n'est pas de dérive plus archaïsante que celle d'un ultra libéralisme tenté de faire insensiblement retour au capitalisme sauvage des origines... [...]

Le néolibéralisme a aussi repris à son actif l'utopie d'une société sans classe. Il affirme sans relâche aujourd'hui que la lutte des classes est désormais obsolète ; qu'elle se trouve désamorcée par l'émergence d'une vaste classe moyenne, prospère et dépolitisée, qui rejeterait sur ses marges deux composantes minoritaires : les exclus et les très riches. [...] Ce discours comporte un avantage indéniable : il revient à légitimer de facto les inégalités qui font un retour dans la plupart des sociétés industrielles. [...]

[...] Parmi les emprunts faits par le libéralisme à son ancien adversaire communiste, il en est un qu'on aurait tort de sous-estimer : la certitude d'avoir raison. Comme les marxistes d'avant-hier, les défenseurs du marché sont convaincus d'incarner non point une opinion mais un savoir. [...]

[...]Ce retour inattendu d'une théorie déguisée en vérité scientifique explique cette étrange impression de déjà vu que donne le discours dominant, celui des commentateurs, des économistes, des médias. Souvenons-nous de ce qu'était l'opinion majoritaire à l'Université et parmi les cercles intellectuels de gauche dans les années 50 à 70. Et rappelons-nous avec quel implacable dédain étaient alors discréditées les opinions dissidentes. [...] Face au contradictoire naïf - on disait alors "bourgeois" -, il se trouvait toujours mille et un experts en marxologie pour invoquer les tables de la loi, les exégèses

reconnues, les acquis de l'empiricriticisme ou je ne sais quel commentaire de Lénine. Le pouvoir d'intimidation était sans appel. Les contradicteurs renvoyés à leur incompetence n'avaient plus qu'à raser les murs. Ce qu'ils faisaient d'ailleurs... [...]

[...]Comme ceux d'hier, tous ces dévots de la vulgate dominante demeurent insensibles aux démentis du réel, aux défaillances avérées de l'analyse, aux calamiteuses erreurs de prévision. Encore un trait qu'ils partagent avec ceux de jadis, qui demeuraient inébranlables dans leur foi, quels que fussent les échecs du "socialisme réel". [...]

[...]Resterait à s'interroger sur l'incroyable docilité d'une bonne part des intellectuels, ralliés eux aussi et sans coup férir à ce monothéisme du marché et renonçant à exercer à son endroit leur fonction critique. Succombent-ils, comme hier, à ce qui leur paraît incarner le neuf, l'avenir, le mouvement ? [...] Cette défaillance du sens critique nous renvoie aux réflexions de François Furet sur l'énigme historique qu'aura constituée, tout au long du XX^e siècle, le ralliement de la presque totalité des intellectuels occidentaux à l'un ou l'autre des deux totalitarismes. Pourquoi en irait-il différemment avec le troisième ?

2e université d'été d'attac : Quelle Suisse dans quelle Europe ?

Pour une alternative solidaire à la construction néo-libérale de l'Europe.

La préparation de l'Université d'été avance à grand pas, elle se tiendra du jeudi soir **15 septembre au dimanche 18 septembre 2005** aux *Rasses (VD)* au-dessus d'Yverdon près de Sainte-Croix. A 1h30 de Lausanne et un peu plus de 2h de Zu rich, l'accès en est facile depuis la majeure partie de la Suisse.

L'Université d'été sera centrée cette année sur le thème de la construction néo-libérale de l'Europe, et du rôle, souvent occulté, de la Suisse dans cette construction.

La construction européenne sera examinée suivant plusieurs axes, choisis forcément selon les intérêts des membres du comité organisateur, mais aussi des sections locales suisses, ils couvrent de larges champs mais ne prétendent pas à l'exhaustivité. Nous aurons donc lors des sessions de cours du matin 6 leçons :

– **Marché du travail et migrations** : nous parlerons de la mise en concurrence des salariés-e-s d'Europe entre elles et eux, par les multinationales et de nombreux gouvernements. Les migrant-e-s (de l'intérieur et de l'extérieur) sont ainsi souvent utilisé-e-s, à leur corps défendant, comme un moyen d'abaisser les minima sociaux. Leurs aspirations à de meilleures conditions de vie étant complètement ignorées.

– **Commerce et négociations internationales** : à la fois l'Union européenne et la Suisse, souvent de pair, ont une attitude très agressive dans les négociations commerciales internationales. Leur attitude à l'OMC, qui sera décrite, est

symptomatique d'une attitude générale de mépris des aspirations des populations dans l'ensemble. Nous verrons qu'on est loin de l'image de négociateurs bridés par la frilosité des peuples : l'ensemble des pays du Sud témoignent qu'aucun domaine (même les plus vitaux : santé, éducation, eau) n'est oublié, souvent sous pression des grandes multinationales (Vivendi, Crédit suisse...).

– **Services publics** : que reste-t-il des services publics dans l'Europe d'aujourd'hui ? Certains pays sont réputés avant-gardistes dans ce domaine, d'autres moins, tous harmonisent par le bas leur conception des services publics, nous verrons quelles propositions fait attac pour un accès égal à tou-te-s aux services et biens de base [1].

– **Sécurité, insécurité sociale** : l'insécurité est le débat de société censé occuper nos écrans et nos esprits pendant que les démantèlements se font. En effet l'insécurité est bien là mais d'où vient-elle ? Précarité et chômage sont parmi les formes les plus violentes d'insécurité. Alors que des populations toujours plus fragiles sont catégorisées et criminalisées, et les mouvements contestataires (attac parmi d'autres) réprimés [2].

– **Politique fiscale** ; les Suisses et les Suissesses pensent souvent que le secret bancaire est en danger en cas d'adhésion à l'Union. Outre le fait que, comme nous le verrons, que l'adhésion est quasi complète en pratique, l'Union abrite plusieurs paradis fiscaux, qui peuvent avoir différentes formes : le Luxembourg, l'Angleterre, Jersey... Que sont les politiques actuelles, quelles conséquences sur les politiques publiques ?

– **Agriculture** : les agriculteurs européens sont souvent montrés du doigt, non-compétitifs, subventionnés, profitant honteusement des politiques européennes aux dépens de leurs camarades du Sud... Qu'en est-il ? L'attitude européenne favorise-t-elle vraiment sa paysannerie ? Nous verrons que parmi d'autres, la Coordination paysanne européenne (dans laquelle Uniterre-Suisse et la confédération paysanne-France, sont membres, et qui est elle-même membre de Via Campesina) propose de nombreuses alternatives au système actuel, des alternatives basées sur la souveraineté alimentaire des peuples, sur le droit de choisir son mode d'alimentation et d'agriculture.

Pour chaque thème, nous essaierons dans la mesure du possible de respecter diversité et mixité en ayant pour nous en parler deux personnes par session, dont une femme et un homme, un-e européen-ne (UE) et un-e suisse, un-e germanophone et un-e francophone, dans la mesure du possible, bien sûr !

Les après-midi seront organisés sous forme d'ateliers ouverts. Tout-e membre intéressé-e à un sujet peut convier un groupe à y réfléchir et y travailler ensemble, de nombreux sujets ont déjà été proposés, en vrac : la répression, l'écologie, les formes de manifestations, de mobilisations etc...

Le tout sera couronné d'un débat contradictoire « **Au-delà de l'Europe - La Suisse et les rapports Nord-Sud** », vendredi soir, ainsi que d'une soirée festive le samedi soir.

Les oratrices et orateurs seront autant des personnalités européennes que suisses, parfois connues parfois moins connues, parfois membres d'attac parfois non, mais toujours spécialistes du domaine. Il y aura aussi plusieurs membres d'attac suisse, nous avons en effet parmi nos membres beaucoup de militantes et militants actifs et reconnus dans ces différents domaines, ainsi que des économistes, sociologues, historien-ne-s...

Les inscriptions sont ouvertes auprès d'attac vaud, qui organise cette année l'université, les prix et les conditions seront presque les mêmes que l'année dernière. Précisions définitives dans notre prochain numéro.

Les Actes de l'université d'été 2004 qui a eu lieu à Vernamiège en Valais, sont désormais disponibles.

– Soit sur internet (document pdf) sur www.suisse.attac.org/uni

– Soit sur papier, fascicule A4 relié pour 12F port compris. Chaque texte est dans sa version originale, nous mettrons quelques traductions en ligne dans les différentes sections du site d'attac suisse bientôt.

[1] Voir l'Angles d'ATTAC numéro 10 (« La commission européenne » sur la directive Bolkestein) sur www.local.attac.org/valud

[2] Voir les Angles d'ATTAC numéros 18 (« Répression ») et 16 (« Punir les pauvres », de Loïc Wacquant) sur www.local.attac.org/valud

Inscription à l'Université d'été d'ATTAC Suisse

Nom et prénom: _____

Rue et numéro: _____

Numéro postal (NPA) et Lieu: _____

Téléphone: _____ Fax _____

Adresse électronique (email): _____

Modalités et coûts :

Nous vous recontacterons le plus rapidement possible dès que nous aurons plus de détails à disposition. Le coût financier ne doit aucunement être un frein à votre participation !

Séminaires :

Tout-e participant-e a la possibilité de proposer un atelier sur un thème de campagne et de mobilisation. Le groupe de préparation de l'Université d'été prendra en charge la coordination de ces propositions en fonction des salles à disposition.

J'aimerais proposer un atelier au sujet de _____

Je suis disponible à donner un coup de main pour l'organisation de l'université d'été.

Merci de m'envoyer exemplaires de ce dépliant à diffuser autour de moi.

> > RENVoyer à ATTAC, RUE DES SAVOISES 15, 1205 GENÈVE